

PREFECTURE DE LA SAVOIE

ARRETE PREFECTORAL

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION
TERRITORIALE ET DE L'ENVIRONNEMENT

portant renouvellement d'autorisation et extension de
l'exploitation de la carrière située sur le territoire
de la commune de SAINT THIBAUD DE COUZ

LE PREFET DU DEPARTEMENT DE LA SAVOIE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le Code Minier, notamment son article 106 ;

VU le décret n° 79.1108 du 20 décembre 1979 modifié relatif aux autorisations de mise en exploitation de carrières, à leur renouvellement, à leur retrait et aux renonciations à celles-ci ;

VU le décret n° 80.330 du 7 mai 1980, relatif à la Police des Mines et des Carrières ;

VU le décret n° 80.331 du 7 mai 1980 portant règlement général des industries extractives ;

VU les arrêtés préfectoraux des 15 Mars 1984 et 30 Septembre 1983 autorisant M. Dumoulin J. à exploiter les carrières en éboulis à St-Thibaud de Couz ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 Juin 1991 portant changement d'exploitant au bénéfice de l'entreprise BOTTA - 38380 St Laurent du Pont - de la carrière autorisée par arrêté préfectoral du 15 Mars 1984 ;

VU la demande enregistrée le 22 Juin 1993 par laquelle M. BOTTA JP agissant en qualité de gérant de l'entreprise BOTTA sollicite le renouvellement et l'extension des carrières susvisées et portant la superficie totale de la carrière à 102 510 m² ;

VU les plans, renseignements et engagements joints à la demande précitée notamment l'étude d'impact ;

VU les avis exprimés au cours de l'instruction réglementaire ;

VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la Région Rhône-Alpes en date du 11 février 1994 ;

VU l'avis de la Commission Départementale des Carrières réunie le 3 mars 1994

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

.../...

Le demandeur entendu .

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Savoie,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'entreprise BOTTA - BP 15 à 38380 Saint Laurent du Pont - est autorisée à poursuivre et étendre la carrière qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Saint Thibaud de Couz sur les parcelles cadastrées sous les références suivantes :

Lieu-dit "Sous le Bébois" Section B7 parcelles 689p, 690, 691, 2013p (ex 688p) ;

Lieu-dit "Les Radelles" Section B7 parcelles 702p, 703p, 704p ;

Lieu-dit "Les Trois Journaux" Section B3 parcelle 1473p

Lieu-dit "La Corba" Section B3 parcelle 2104 (ex 1619p) (les parcelles notées p ne sont prises que pour partie.).

Ce renouvellement et cette extension portent sur une surface parcellaire voisine de 102 510 m² dans les limites indiquées sur le plan figurant en annexe.

ARTICLE 2

La présente autorisation d'extension et de renouvellement est accordée pour une durée de 20 ans. Elle est délivrée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites des droits de forage du demandeur.

ARTICLE 3

Il appartiendra au pétitionnaire de faire procéder par un géomètre expert à un bornage apparent du périmètre autorisé de son exploitation, dans un délai de trois mois, à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 4

Sans préjudice de l'observation des lois et règlements applicables et des mesures particulières de police prescrites en application de l'article 84 du Code Minier, l'exploitation sera conduite et les terrains exploités et remis en état conformément aux conditions et mesures particulières fixées aux articles ci-après.

ARTICLE 5 - Conditions Particulières d'exploitation

Au préalable de toute exploitation, le demandeur communiquera à Monsieur le Directeur de la D.R.I.R.E. :

- le nom du responsable technique des travaux,

- les consignes réglementaires relatives à cette exploitation

5.1 Limite d'exploitation

Les bords de l'exploitation seront tenus à une distance horizontale de 10m au moins des limites du périmètre autorisé comme précisé sur le plan visé à l'article 1er.

5.2. Phasage d'exploitation

Le phasage d'exploitation sera réalisé conformément aux spécifications du dossier de demande d'autorisation et tel que décrit par la coupe annexée au présent arrêté, il comprendra en outre une phase préliminaire pendant laquelle les travaux suivants seront réalisés :

- Mise en conformité du merlon de protection en bordure de la RN 6 ;
- Création d'une fosse de réception à la cote 505 NGF,
- Aménagement d'une piste permettant l'accès au sommet de l'éboulis,

5.3 Méthode d'exploitation

L'exploitation sera effectuée du haut vers le bas. Les matériaux seront extraits à l'aide d'une pelle mécanique puis déversés dans la fosse de réception située dans la partie Sud.

Chaque tranche successive d'exploitation sera de l'ordre de 5 m.

La falaise résiduelle sera soigneusement purgée.

Les matériaux seront repris sur la plate-forme de réception.

Toute plate-forme surplombant un talus sera munie d'un merlon susceptible d'empêcher la chute d'un engin.

La fosse de réception de la verse ne devra jamais être remplie en totalité mais une dénivellation de 5 m devra être conservée entre le sommet du merlon et le niveau maximal des matériaux dans la verse.

5.4. Surveillance des blocs instables

L'exploitant assurera une surveillance visuelle des blocs instables notamment pendant les périodes de fortes pluies, gel, dégel.

En cas de mise en évidence de déplacement de masses instables, l'exploitant prendra toutes mesures pour assurer la sécurité des employés (zone de sécurité, purge, arrêt de l'exploitation...)

5.5. Plan d'exploitation

Sur les terrains visés par la présente autorisation, sera établi un plan des travaux et des abords orienté au Nord vrai , à l'échelle du plan cadastral.

Sur le plan devront figurer :

- . les limites et les numéros des parcelles cadastrales sur lesquelles l'exploitation est autorisée,
- . les zones en cours d'exploitation, les pistes, les plate-formes, les bords de la fouille et les cotes d'altitude des points significatifs.
- . les parties remises en état.

La mise à jour de ce plan d'exploitation sera effectuée avant le 1er Juillet de chaque année.

Dans la première semaine du mois de juillet et chaque année, ce plan, certifié et signé par l'exploitant, sera adressé au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

5.6. Rythme d'exploitation

La production annuelle de la carrière n'excédera pas 100 000 tonnes.

ARTICLE 6 - DISPOSITIONS RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LES NUISANCES

6.1. Garanties de la sécurité publique

L'accès et la sortie des véhicules et engins de la carrière seront nettement délimités. Un panneau "stop" réglementaire devra être apposé en sortie de carrière, avant d'emprunter la route nationale.

La sortie sera régulièrement entretenue et l'exploitant prendra les mesures nécessaires afin que les véhicules et engins de chantier n'entraînent pas de matériaux sur la voie publique.

L'accès à la carrière sera interdit par des clôtures solides et efficaces

A la périphérie du site seront placés des panneaux avertissant de la présence d'une carrière et interdisant son accès.

6.2. Les déchets de toutes natures sont interdits sur la carrière.

6.3. Pollution des eaux

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en utilisation normale et en cas d'accident, déversement de matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel.

En particulier :

- Les hydrocarbures nécessaires au fonctionnement des engins seront stockés dans des réservoirs ou fûts placés dans une cuvette de rétention étanche de capacité au moins égale à la capacité totale des réservoirs ou fûts contenus dans la cuvette.
- L'entretien des véhicules se fera sur une aire étanche prévue à cet effet, les eaux de ruissellement de cette aire transiteront par un débourbeur déshuileur qui sera régulièrement entretenu.
- Les eaux de ruissellement transiteront par un bassin de décantation permettant de recueillir les fines avant de rejoindre le milieu extérieur. Ce bassin sera curé régulièrement afin qu'il conserve son efficacité.

Des analyses pourront être demandées à tout moment par le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Rhône-Alpes, les frais en résultant seront à la charge de l'exploitant.

6.4. Lutte contre les poussières

Les aires de déversement des matériaux ainsi que les pistes de circulation des véhicules et engins de chantier seront régulièrement entretenues et arrosées par temps sec aussi souvent que nécessaire, afin d'éviter d'incommoder le voisinage par l'envol des poussières.

- Le déversement de matériaux dans la verse sera évité lorsque le temps sera sec et venteux.

6.5. Lutte contre le bruit

Les véhicules et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière, devront être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier à un type homologué au titre du décret du 18 Avril 1969).

6.6. Nuisances dues aux tirs de mines

D'une manière générale l'exploitation de cette carrière ne devra pas être à l'origine de vibrations ou projections susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les explosifs ne pourront être utilisés à titre exceptionnel que pour le pétardage des gros blocs. Dans la mesure du possible l'utilisation d'un brise roche sera préférée.

6.7. Déchets

L'ensemble des déchets produits par l'exploitation de la carrière doivent être éliminés dans des installations dûment autorisées à cet effet. L'exploitant devra conserver les justificatifs correspondants pendant une année.

A cet effet, les matériels usagés disséminés sur la carrière devront être évacués sous un mois.

ARTICLE 7 - MESURES DE REMISE EN ETAT DES TERRAINS

La remise en état devra être conforme aux dispositions prévues dans la notice d'impact et les plans et documents joints à la demande.

Elle comportera en particulier :

7.1. Modelage :

7.1.1. La falaise

. La falaise résiduelle sera purgée.

. En partie haute, la falaise résiduelle se raccordera à l'éboulis par l'intermédiaire d'un talus taillé dans les éboulis selon une pente maximale de 3/2 (H/B) comme figurant à l'annexe 3 de cet arrêté.

. Au pied de ce talus deux fronts superposés seront taillés dans le calcaire, ils domineront chacun un palier d'une dizaine de mètres de large ou sera établi un merlon (de 2,5 m de haut). Ces paliers feront office de piège aux matériaux pouvant provenir des terrains surincombants et seront établis au cours de la première phase de l'extraction.

7.1.2 Les versants résiduels

En partie basse, au Sud, la falaise créée se raccordera avec celle déjà existante.

Ailleurs les travaux d'extraction se raccorderont avec la topographie voisine, les talus résiduels seront taillés dans les éboulis.

Ce talus sera taillé selon une pente maximale de 3/2 (H.B) La pente sera interrompue tous les 15 m environ par une risberme de 5 m de large environ.

Une couche de 0,30 m de terre de découverte sera régalée sur ces risbermes sur

lesquelles des espèces arborescentes locales seront plantées.

7.2. Vieillissement artificiel

Si trois ans après la mise à nu des pans de falaise, ces dernières ne présentent pas pour une commission composée de membres de la commission départementale des carrières une patine naturelle acceptable, il sera procédé à leur vieillissement.

7.3. En fin d'exploitation

- le carreau final sera fixé à la cote 477 NGF,
- le carreau sera nettoyé, nivelé, recouvert de terre végétale et arboré à l'aide d'espèces locales,
- les travaux de remise en état seront menés de façon à ne pas altérer les capacités d'infiltration naturelle,
- le merlon en bordure de la RN 6 sera conservé,
- le talus Nord sera partiellement replanté
- les constructions et matériels de chantier, blocs en béton, pièces métalliques seront supprimés et évacués.

7.4. La totalité des opérations de remise en état sera achevée au maximum six mois après l'arrêt de l'exploitation.

ARTICLE 8

Il sera apposé à l'entrée principale de la carrière un panneau bien lisible comportant les indications suivantes :

- . carrière de :
- . titulaire de l'autorisation (adresse et téléphone)
- . AP n° du
- . durée de l'autorisation
- . nom du responsable technique des travaux.

ARTICLE 9

Le présent arrêté sera inséré au recueil des Actes Administratifs de la Préfecture. Un extrait comprenant les articles 1 à 8 sera affiché en Mairie par les soins de Monsieur le Maire de SAINT THIBAUD DE COUZ et publié, aux frais du pétitionnaire, dans un journal régional ou local habilité à recevoir les annonces légales.

ARTICLE 10

Outre les recours gracieux et hiérarchiques qui s'exercent dans le même délai, un recours contentieux pour excès de pouvoir peut être déposé au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision.

ARTICLE 11

Monsieur le Secrétaire Général de la Savoie, Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la région Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Maire de ST-THIBAUD DE COUZ
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt
- M. le Directeur Départemental de l'Equipement
- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
- M. le Chef du Service Départemental de l'Architecture

Chambéry, le 11 MARS 1994
LE PREFET

PREFECTURE DE LA SAVOIE

Pour ampliation
Par délégation
Le Chef de Bureau



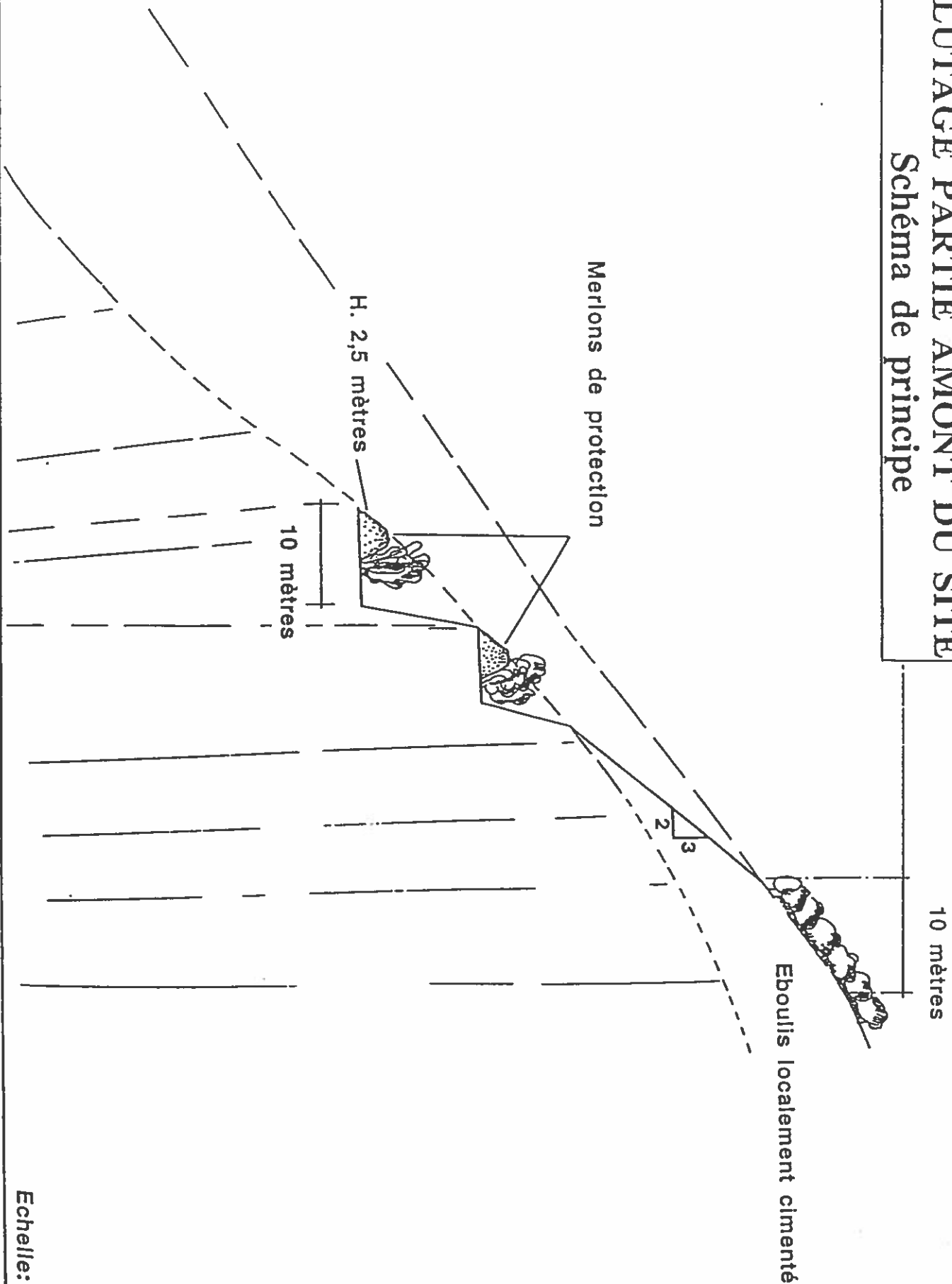
Chantal CHAMPSAUR

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Signé : Michel BILAUD

TALUTAGE PARTIE AMONT DU SITE

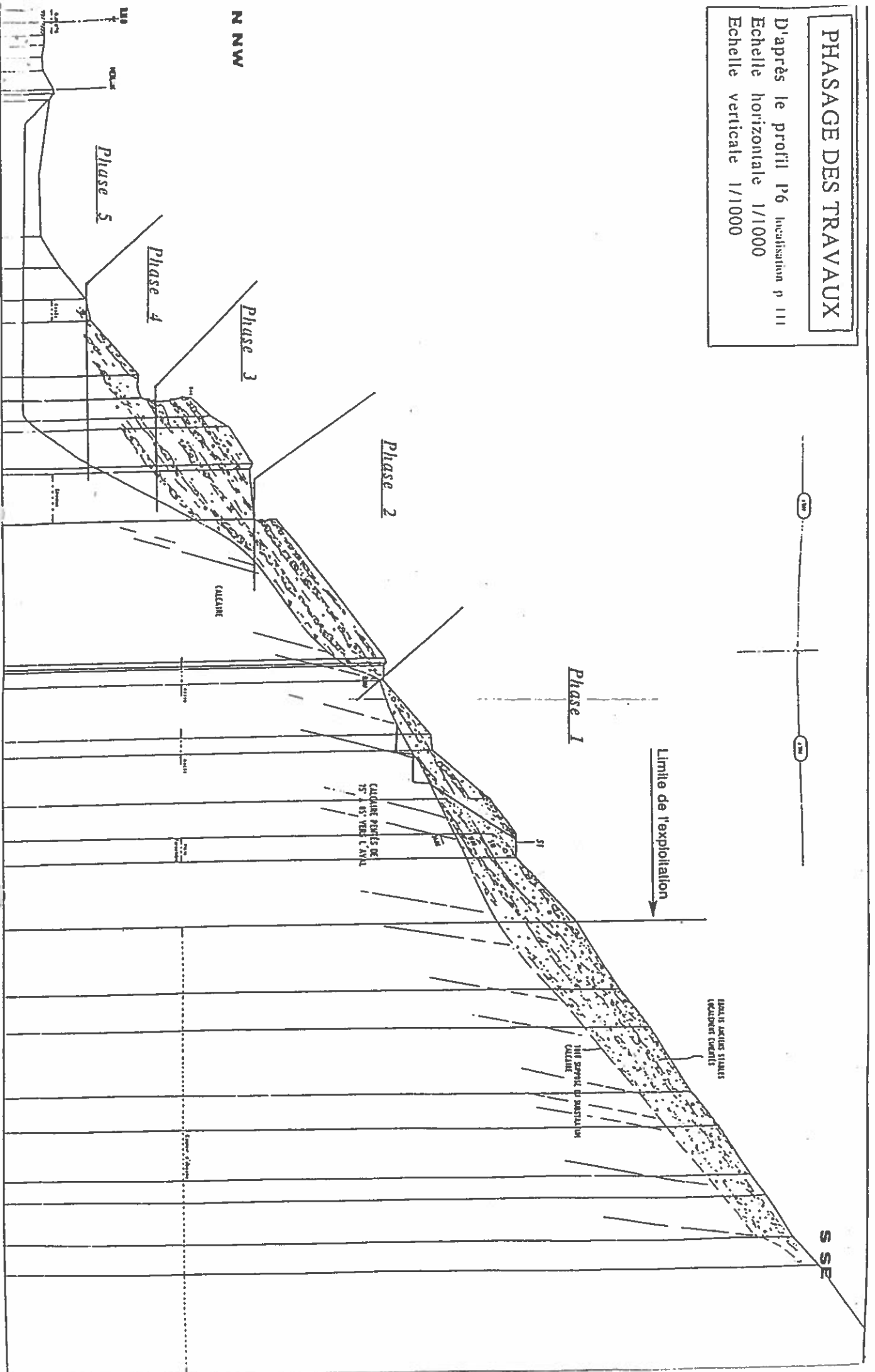
Schéma de principe



Echelle: 1/500

PHASAGE DES TRAVAUX

D'après le profil P6 localisation p III
Echelle horizontale 1/1000
Echelle verticale 1/1000





AP

680 67

PLAN PARCELLAIRE	
	Emprise parcellaire
	123 Numéro de parcelle
	Poursuite d'exploitation
	Reprise d'exploitation
	Extension d'exploitation
ECHELLE : 1/2000	

681

682

703p

704p

"LE BEBOIS"

702p

703p

2013p

2013p

690

689

ISE"

"SOUS LE REBOIS"

2013p

2010

2103

"LA CORBA"

1473

Vers Chambery

RM6

"LES TROIS JOURNAUX"

RM6

2007

2000

Vers Les Echelles

1



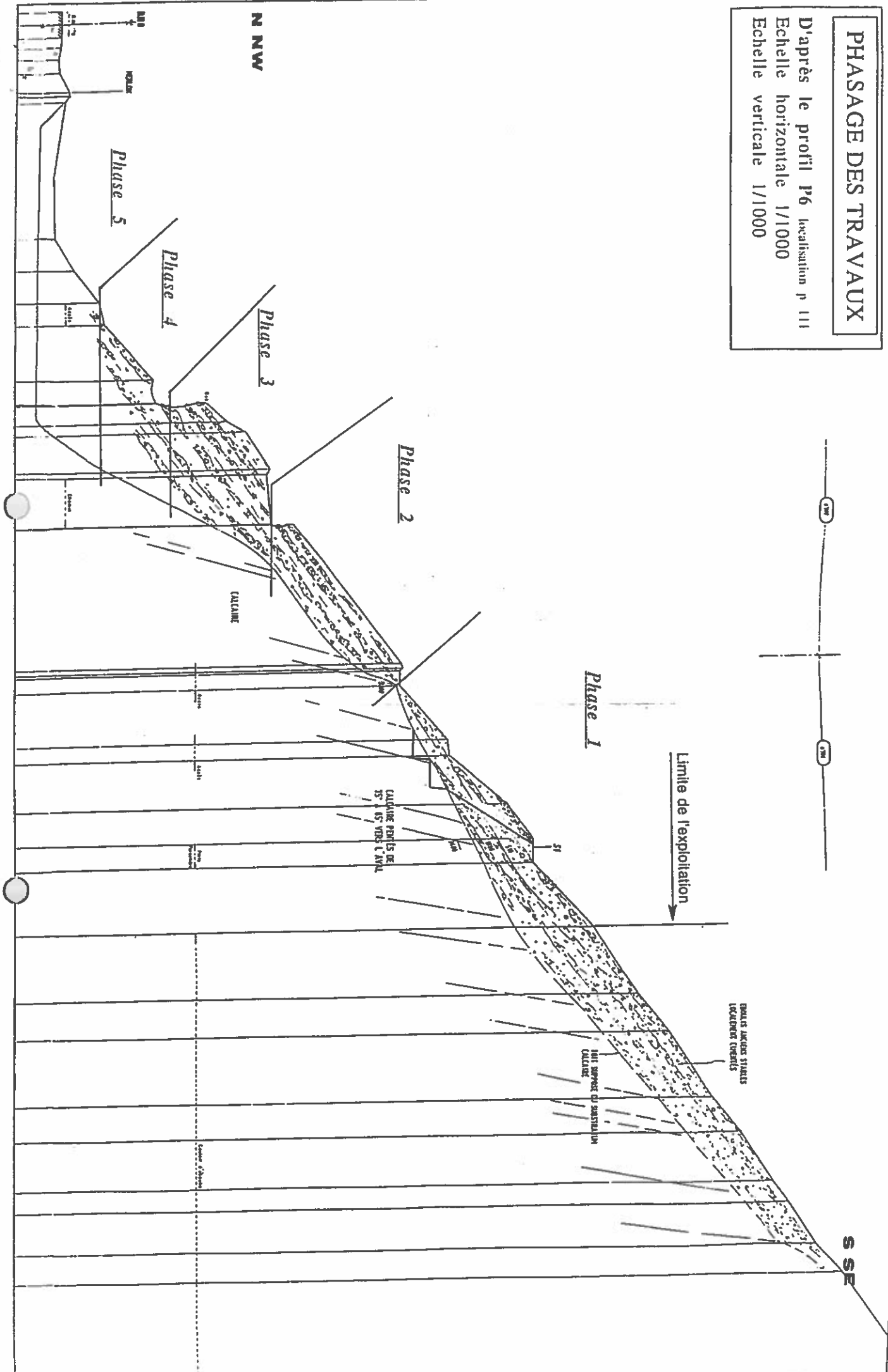
682

Emprise parcellaire
Numéro de parcelle
Poursuite d'exploitation
Reprise d'exploitation
Extension d'exploitation
ECHELLE : 1/2000

ECHELLE : 1/2000

PHASAGE DES TRAVAUX

D'après le profil P6 localisation p 111
Echelle horizontale 1/1000
Echelle verticale 1/1000



TALUTAGE PARTIE AMONT DU SITE

Schéma de principe

